

**Séance ordinaire du  
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Sécurité publique**

**Présents :**

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Alex LARUE, Samira SALOMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSOUS.

**Excusés :** Fabien ABERT.

**Délégation de Service Public  
Fourrière Automobile Ville de Montpellier  
Attribution**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 7 novembre 2011, la ville de Montpellier avait confié l'exploitation du service public de la fourrière automobile par convention de Délégation de Service Public, pour une durée de six ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et ce jusqu'au 31 décembre 2017.

Afin d'assurer la continuité du service public fourrière automobile, le conseil Municipal a approuvé par délibération, en date du 20 octobre 2016, le principe de l'exploitation déléguée de la fourrière. Cette délibération a autorisé également le lancement de la procédure de mise en concurrence conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux dispositions de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et du décret du 1<sup>er</sup> février 2016 pour l'attribution du contrat de délégation de service public relatif à cette mission de service public.

La mission déléguée comprend essentiellement les activités suivantes :

- L'enlèvement et la mise en fourrière sur le territoire de la ville de Montpellier de tous types de véhicules (voitures particulières, motos et cyclomoteurs, poids lourds,...) en infraction aux règles de stationnement sur la voie publique conformément aux articles R325-1 et suivants du Code de la Route ;
- L'enlèvement des épaves considérées comme des encombrants ;

- Le gardiennage et la restitution des véhicules ;
- Le déplacement de véhicules en cas d'urgence, de force majeure, de manifestation prévues ou non ;
- L'encaissement des frais engagés directement auprès des usagers ;
- La remise des véhicules pour aliénation au service du Domaine
- La remise des véhicules pour destruction à une entreprise spécialisée dans les cas et conditions définis par le Code de la Route ;
- Le gardiennage des véhicules suite aux réquisitions judiciaires ;
- Un service d'enlèvement de véhicules hors d'usage pour destruction auprès des particuliers.

Le délégataire assure la gestion du service à ses risques et périls. Le délégataire se rémunère substantiellement par les recettes perçues correspondantes aux frais afférents à la mise en fourrière, directement auprès des usagers, dans le respect des tarifs maximums fixés par arrêté interministériel.

La Délégation de Service Public est consentie pour une durée de 7 ans : du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2024.

Dans le cadre du contrat, est prévue, la mise à disposition par la ville d'un site de stockage avec hangar et locaux à usage de bureaux, situé 1945 avenue de Toulouse, ainsi que d'un terrain de stockage complémentaire, situé 280 chemin de Poutingon.

Conformément aux dispositions de l'article 14,15 et 16 du décret du 1<sup>er</sup> février 2016, un avis de publicité a été publié dans les parutions suivantes :

- BOAMP le 29 décembre 2016 - annonce n° 16-181620
- JOUE le 30 décembre 2016 - annonce n°S252-464976
- Les Journaux du Midi (éditions : Gard, P.O L'Indépendant, Lozère, Hérault Midi Libre, Aude IN-DEP) le 30 décembre 2016 - annonce n°25982
- l'ARGUS automobile le 12 janvier 2017 n° 4500.
- Le profil acheteur de la commune

La Commission de Délégation de Service Public, réunie le 30 janvier 2017 a ouvert les plis contenant les dossiers de candidature de trois candidats.

Après examen des candidatures, il a été proposé à la commission du 23 février 2017 de retenir les trois candidats et de leur proposer de faire une offre.

Les candidats ont été avertis de la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises leur permettant d'élaborer leur offre. La réception des plis contenant les offres était fixée au 7 juin 2017.

En date du 14 juin, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture des plis, des trois soumissionnaires.

Après étude et analyse des dossiers d'offres initiales, la commission réunie une nouvelle fois le 12 juillet a proposé dans son rapport motivé, d'entamer les négociations avec les trois candidats.

Une séance de négociation s'est déroulée le 7 septembre 2017 et en date du 12 septembre 2017 la ville a demandé aux candidats auditionnés leur offre améliorée. Les trois candidats ont remis leur nouvelle offre dans le délai imparti soit le 20 septembre 2017. La ville a informé les candidats le 5 octobre 2017 que l'offre remise constituait leur offre finale et a clôturé les négociations.

Après étude et analyse des offres finales, la proposition de la société Enlèvement et Gardiennage Service (E.G.S) s'est révélée la plus intéressante pour la ville, tant pour la version de base que pour celle avec l'option des racks de stockage (cf le rapport d'analyse des offres figurant en annexe).

Monsieur le Maire propose donc au conseil municipal l'approbation de l'offre de base et de l'option relative à la mise en place de racks de stockage pour les véhicules dans la mesure où cette offre répond à l'ensemble des attentes de la ville.

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

La convention est conclue pour une durée de 7 ans, avec une hypothèse d'activité annuelle basée sur 7 944 enlèvements de véhicules, 193 véhicules sous saisies judiciaires, 773 opérations préalables et 34 209 jours de gardiennage.

La redevance fixe annuelle versée par le délégataire est de 100 000 € et le niveau de la redevance variable de 15 % de l'ensemble des produits.

Le volume des investissements représente 770 000 € sur la totalité du contrat auquel s'ajoute une prévision du compte Gros Entretien et Renouvellement (GER) de 40 000 € par an.

**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le choix de la société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S) en qualité de délégataire du service public de la Fourrière automobile ;
- d'approuver les termes du contrat de délégation de service public relatif à la fourrière automobile annexé à la présente.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer le contrat de délégation avec la société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S) et tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 6 novembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Contrat de DSP fourrière automobile ville de montpellier
- Annexe 1 et 2 du contrat
- Annexe 3 à 16

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20171103-15637-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 15/11/17  
Réception en Préfecture : 15/11/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.